



PRÉFET DU VAR

Direction départementale des
territoires et de la mer du Var

Service Affaires Générales et Juridiques

Mission coordination, greffe, pilotage
de l'activité et communication
n° 2019 / 32

Affaire suivie par :
Francis GOMEZ

Téléphone 04 94 46 80 98

Courriels:
ddtm-enquetes-publiques@var.gouv.fr
francis.gomez@var.gouv.fr

Toulon, le 2 janvier 2020

Le Directeur Départemental des Territoires et
de la Mer

à

Monsieur le maire de Pontevès

Hôtel de ville
l'Esplanade
83 670 Pontevès

REÇU LE

- 4 JAN. 2020

Objet : Pontevès – Enquête publique portant sur le projet de zone agricole protégée

Référence : Arrêté du 2 janvier 2020

Pièces jointes : 4

Vous trouverez sous ce pli une copie de l'arrêté préfectoral de ce jour portant ouverture et organisation de l'enquête publique relative à la création d'une zone agricole protégée sur le territoire de votre commune.

Il vous appartient d'informer le public en procédant à l'affichage de l'avis ci-joint, dans les conditions prévues à l'article 3 de l'arrêté précité. Il vous est également conseillé de procéder à l'information du public par voie de publication locale et par voie électronique.

Vous trouverez également ci-joint le dossier (version papier et numérique) d'enquête et le registre d'enquête destiné à recevoir les observations qui seront émises pendant la durée de l'enquête. Ces documents doivent être cotés et paraphés par le commissaire enquêteur.

Vous voudrez bien tenir le dossier concernant ce projet à la disposition du public, dans votre mairie dès l'ouverture de l'enquête et transmettre au commissaire enquêteur les observations relatives à cette enquête.

Le public pourra faire valoir ses observations par courrier postal adressé au commissaire enquêteur en votre mairie, siège de l'enquête, ou par voie dématérialisée en utilisant le formulaire de contact accessible sur le site internet des services de l'État dans le Var.

Par ailleurs, j'ai demandé l'insertion à vos frais dans les quotidiens "Var Matin" et "La Marseillaise", d'un avis annonçant l'ouverture de cette enquête pour les 5 janvier 2020 et 28 janvier 2020. Il conviendra de joindre un exemplaire de ces journaux au dossier d'enquête.

Pour le Préfet et par délégation,
le Chef de Service Affaires Générales et Juridiques

Serge LHOTELLIER

Adresse postale : Préfecture du Var - DDTM - Boulevard du 112ème Régiment d'Infanterie CS 31209 - 83070 TOULON CEDEX

Accueil du public DDTM : 244 avenue de l'Infanterie de Marine à Toulon
Téléphone 04 94 46 83 83 - Fax 04 94 46 32 50 - Courriel ddtm@var.gouv.fr
www.var.gouv.fr

feuilleté en face coté et parabé le C.E.L.

AC
D



PRÉFET DU VAR

Direction départementale des territoires et de la mer du Var

Service affaires générales et juridiques

Mission coordination, greffe, pilotage de l'activité et communication

Arrêté Préfectoral n° DDTM/SAGJ – 2020 / 01

du 2 janvier 2020

Portant ouverture et organisation d'une enquête publique au titre des articles L.123-1 et suivants du code de l'environnement relative à la création d'une zone agricole protégée (ZAP) sur le territoire de la commune de Pontevès

**Le Préfet
Officier de la légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.112-2 et R.112-1-7 ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants ;

Vu la délibération du conseil municipal de Pontevès du 3 juin 2019 approuvant le périmètre de la ZAP ;

Vu l'avis favorable de la chambre d'agriculture du 1^{er} juillet 2019 ;

Vu l'avis favorable de l'institut national de l'origine et de la qualité (INAO) du 30 juillet 2019 ;

Vu la décision de monsieur le Président du tribunal administratif de Toulon du 19 décembre 2019 désignant monsieur André LALOYAUX pour assurer la mission de commissaire enquêteur ;

Vu la réunion de concertation avec le commissaire enquêteur, telle que prévue par le premier alinéa de l'article R.123-9 du code de l'environnement, en date du 23 décembre 2019 ;

Considérant qu'il y a lieu de soumettre à enquête publique la demande susvisée portant sur la création d'une zone agricole protégée sur le territoire de la commune de Pontevès ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

Adresse postale : Préfecture du Var - DDTM - Boulevard du 112^{ème} Régiment d'Infanterie CS 31209 - 83070 TOULON CEDEX
Accueil du public DDTM : 244 avenue de l'Infanterie de Marine à Toulon
Téléphone 04 94 46 83 83 - Fax 04 94 46 32 50 - Courriel ddtm@var.gouv.fr
www.var.gouv.fr

ARRÊTE

Article 1 : Objet de l'enquête

Il sera procédé à une enquête publique, dans les formes prescrites par le code de l'environnement, portant sur la création d'une zone agricole protégée sur le territoire de la commune de Pontevès.

Le projet porte sur la création d'une zone agricole protégée de 1281 ha, englobant 99 % de la zone A du PLU en vigueur et 95 % de l'aire parcellaire délimitée de l'AOC « Coteaux varois en Provence ».

Les informations concernant le projet mis à l'enquête pourront être demandées auprès du responsable du projet, la commune de Pontevès.

Article 2 : Informations environnementales

Le projet ne nécessite pas d'étude environnementale.

Article 3 : Publicité de l'enquête

Un avis d'enquête informera le public de l'ouverture et des conditions de déroulement de l'enquête publique.

- Il sera publié par les soins du préfet du Var, en caractères apparents et aux frais de la commune de Pontevès quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département. Ces journaux seront versés au dossier d'enquête.

- Il sera, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, publié par voie d'affiches et éventuellement par tous autres procédés en usage sur le territoire de la commune de Pontevès par les soins de son maire. Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat établi par le maire et versé au dossier d'enquête.

- L'avis d'enquête publique sera, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, affiché, sauf impossibilité matérielle justifiée, par les soins du responsable du projet sur les lieux ou en un lieu situé au voisinage des aménagements, ouvrages ou travaux projetés et visible de la voie publique, les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête étant fixées par arrêté du 24 avril 2012 (NOR : DEVD1221800A).

Il sera également mis en ligne sur le site internet de l'État dans le Var à l'adresse visée ci-dessous.

Article 4 : Dates et lieu de l'enquête

L'enquête se tiendra en mairie de Pontevès, siège de l'enquête, du **20 janvier 2020 au 21 février 2020**, soit 33 jours.

Le dossier et le registre d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête au siège de l'enquête. Toute personne pourra en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux au public :

Mairie de Pontevès
L'Esplanade - 83 670 Pontevès
lundi, mardi, jeudi, vendredi, samedi : 9h00-12h00

Le dossier sera en outre consultable pendant la durée de l'enquête sur le site internet des services de l'État dans le Var à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr>.

L'accès gratuit au dossier est également possible depuis un poste informatique installé en préfecture du Var aux heures d'ouverture habituelles de celle-ci.

Le public pourra consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête tenu à sa disposition par la mairie de Pontevès. Ce registre, établi sur feuillets non mobiles, sera ouvert, coté et paraphé par le commissaire enquêteur.

Il pourra également les adresser par courrier postal au siège de l'enquête ou par voie dématérialisée en utilisant le formulaire de "contact" accessible sur le site internet des services de l'État dans le Var à l'adresse ci-dessus.

Les courriers électroniques seront accessibles sur le site internet mentionné ci-dessus et transmis au commissaire enquêteur qui les visera, les numérotera et les annexera au registre d'enquête pour être tenus à la disposition du public.

Article 5 : Désignation et permanences du commissaire enquêteur

Par décision susvisée, le président du tribunal administratif de Toulon a désigné monsieur André LALOYAUX, commandant de police honoraire, conseillé municipal à Seillon-Source-d'Argens, en qualité de commissaire enquêteur.

Il se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites ou orales, aux jours et heures ci-dessous mentionnés en mairie de Pontevès :

Permanences	Mairie de Pontevès
lundi 20 janvier 2020	9 h – 12 h
mercredi 29 janvier 2020	9 h – 12 h
jeudi 6 février 2020	14 h – 17 h
samedi 15 février 2020	9 h – 12 h
vendredi 21 février 2020	14 h – 17 h

Article 6 : Rôle du commissaire enquêteur

Pendant la durée de l'enquête, le commissaire enquêteur pourra :

- recevoir toute information et, s'il estime que des documents sont utiles à la bonne information du public, demander au maître d'ouvrage de communiquer ces documents au public,
- visiter les lieux concernés, à l'exception des lieux d'habitation, après en avoir informé au préalable les propriétaires et les occupants,

- entendre toutes les personnes concernées par le projet, plan ou programme qui en font la demande et convoquer toutes les personnes dont il juge l'audition utile,
- organiser, sous sa présidence, toute réunion d'information et d'échange avec le public en présence du maître d'ouvrage.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur pourra, prolonger l'enquête d'une durée maximale de quinze jours. Cette décision sera portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête dans les conditions de lieux prévues à l'article 3 du présent arrêté.

Article 7 : Clôture de l'enquête

À l'expiration du délai d'enquête, le registre sera mis à la disposition du commissaire enquêteur et clos et signé par lui.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans un délai de huit jours, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze jours, pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établira un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête publique, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites pendant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public.

Il consignera dans une présentation séparée, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Article 8 : Rapport et conclusions motivées du commissaire enquêteur :

Le commissaire enquêteur transmettra le rapport, les conclusions motivées, le registre d'enquête et le dossier de l'enquête correspondant au préfet (direction départementale des territoires et de la mer du Var, service affaire générales et juridiques, Boulevard du 112^{ème} Régiment d'Infanterie - CS 31209 - 83070 TOULON CEDEX), dans un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête.

Article 9 : Diffusion du rapport et des conclusions

Le préfet adressera, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions au responsable du projet.

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête :

- en mairie de Pontevès,
- à la Préfecture du Var (direction départementale des territoires et de la mer du Var, service affaires générales et juridiques).

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront mis en ligne sur le site internet des services de l'État dans le Var à l'adresse mentionnée à l'article 4 du présent arrêté.

Article 10 : Autorité compétente et nature de la décision adoptée au terme de l'enquête

À l'issue de la procédure, l'autorité compétente pour décider ou refuser le classement en zone agricole protégée est le préfet du Var, par voie d'arrêté.

Article 11 : Exécution du présent arrêté

Le secrétaire général de la préfecture du Var,

Le directeur départemental des territoires et de la mer,

Le maire de Pontevès,

Le commissaire enquêteur,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Var.

Pour le Préfet et par délégation,
le Chef de Service Affaires Générales et Juridiques

Serge LHOTELLIER

Cinq feuillets cotes et brouillés.
Le .C.E



AL